

Retour vers l'austérité à toute vapeur : les chiffres

Les négociateurs du Parlement européen, du Conseil et de la Commission sont parvenus à un compromis sur les nouvelles règles budgétaires qui entreront en vigueur en 2025. Le Parlement se prononcera définitivement sur ce compromis le 22 avril. S'il est adopté, le texte deviendra la nouvelle règle de coordination des budgets nationaux dans l'Union européenne.

Les dépenses publiques réelles sont l'indicateur décisif pour évaluer le respect de la règle dans le cadre du nouveau règlement. Elles déterminent le pouvoir d'achat et de transfert des administrations publiques.

Sur la base des données publiques, [des indications du commissaire Gentiloni sur les projections à long terme sous-jacentes](#) et [des calculs les plus récents du groupe de réflexion bruxellois Bruegel](#), généralement bien informé, nous publions les limites imposées par les nouvelles règles à la croissance de cet indicateur. Cette limite s'impose à chaque État membre dépassant les valeurs de référence du traité de 3 % du PIB pour le déficit ou de 60 % pour le ratio de la dette au PIB, et est "recommandée" aux autres. Les tableaux en annexe fournissent des données basées sur les prévisions d'automne de la Commission européenne. Ces prévisions seront révisées en mai. Cela pourrait avoir un impact à la marge sur les besoins d'ajustement. À notre connaissance, ces chiffres n'ont pas encore été publiés.

Le tableau B, première colonne, montre que dans trois pays, la France, l'Italie et la Slovaquie, des réductions des dépenses publiques réelles nettes seront nécessaires année après année pendant au moins sept ans. En Espagne, en Roumanie et en Belgique, les dépenses devront stagner. Elles ne pourront augmenter annuellement que d'environ 1 % ou moins dans un grand nombre de pays, dont l'Allemagne (sans tenir compte de la disposition constitutionnelle nationale "frein à l'endettement" qui pourrait imposer des contraintes plus strictes), la Grèce, le Portugal, Lettonie, Tchéquie, Bulgarie. Dans sept pays seulement, les dépenses publiques nettes réelles pourraient augmenter de plus de 2 %.

Le tableau A signale les pays dont le solde budgétaire prévu pour 2025 ne s'améliore pas suffisamment pour suivre la règle. Le tableau B indique le montant des économies nettes de dépenses, en % et en millions d'euros, qui seraient nécessaires pour combler cet écart. Cinq pays - la France, l'Italie, l'Espagne, les Pays-Bas et la Roumanie - doivent réaliser ensemble des économies d'environ 34 milliards d'euros par rapport aux prévisions de l'automne. Des révisions récentes des comptes publics, notamment en France, suggèrent que le montant des coupes dans les dépenses sera encore plus élevé. À ces économies s'ajoutent celles que l'Allemagne doit réaliser à la suite de l'arrêt de la Cour constitutionnelle et qui n'étaient pas prévues dans les prévisions d'automne. Il faut une bonne dose d'optimisme à l'[Eurogroupe](#) pour affirmer qu'en suivant les nouvelles règles, la politique budgétaire de la zone euro n'aura qu'un "effet légèrement restrictif, ce qui est également approprié car les conditions d'une reprise en 2025 sont réunies".

Le tableau B compare les limites des dépenses réelles avec leur variation réelle au cours de la dernière décennie, la décennie perdue pour l'investissement. Outre l'Irlande, la Grèce, Chypre et le Portugal sous programme d'ajustement durant la dernière décennie, ayant connu des coupes drastiques, seuls la Suède, le Danemark et la Croatie pourraient voir leurs dépenses réelles augmenter plus rapidement au cours des sept prochaines années qu'elles ne l'ont fait entre 2010 et 2019. Et ce, alors que la demande de biens publics, du climat à la défense, ne cesse de croître.

Source et méthode :

Pour calculer les limites imposées aux variations des dépenses nettes en % par an, nous nous basons sur [les besoins d'ajustement calculés par Bruegel](#) en supposant que tous les pays choisissent une période d'ajustement de 7 ans (P.23 du document de Bruegel, dernière colonne du tableau 4). Les données budgétaires ont été extraites de la base de données AMECO, chapitres 16, 17 et 18 (édition automne 2023). Les taux de croissance du potentiel de production sont tirés du [Rapport sur le Vieillissement](#) de la Commission européenne, (Ageing Report p. 64, moyenne calculée des années 2022-2040

Par définition, la variation maximale en % des dépenses nettes est égale à la croissance potentielle du PIB à moyen terme en % par an moins le besoin d'ajustement du solde budgétaire en % du PIB divisé par la part des dépenses dans le PIB, c'est-à-dire la variation requise du solde en euros divisée par les dépenses nettes en euros (voir [Vade Me Cum du pacte de stabilité](#), encadré 1.10, p. 30). Il est à noter que l'exclusion des cofinancements introduite à la demande du Parlement ne réduit pas l'effort d'ajustement requis, mais le fait seulement reposer sur une assiette un peu plus étroite.



GREENTERVENTION

Tableau A	Dette sur PIB % 2024	Solde budgétaire en % du PIB	Solde budgétaire structurel primaire (hors intérêt) en % du PIB potentiel			
			Niveau en 2024	Variation 2024- 2025 (Prévisions automne 2023)	Ajustement annuel minimal requis pendant 7 ans (2024-2031)	Dépenses structurelles primaires en % du PIB (2024) (hors composante cyclique et hors intérêts)
Belgique	106,4	-4,9	-2,4	0,0	0,6	53,0
Bulgarie	24,3	-3,0	-2,7	-0,4	0,3	40,1
Tchéquie	45,5	-2,4	-0,1	0,0	0,1	41,7
Danemark	28,4	1,8	2,9	-0,8	-0,6	46,4
Allemagne	63,6	-1,6	-0,2	0,1	0,1	46,7
Estonie	20,5	-2,4	0,0	-1,8	-0,3	40,3
Irlande	41,4	0,6	0,8	0,6	-0,2	21,7
Grèce	151,9	-0,9	2,0	-0,3	0,1	45,2
Espagne	106,5	-3,2	-1,0	-0,2	0,5	44,5
France	109,5	-4,4	-2,4	0,2	0,6	54,1
Croatie	58,8	-1,8	-1,2	0,2	0,1	45,9
Italie	140,6	-4,4	-0,9	0,3	0,6	47,6
Chypre	71,5	2,1	3,4	-0,1	-0,5	40,4
Lettonie	42,3	-3,1	-1,7	-0,1	0,2	40,7
Lituanie	38,3	-2,3	-0,5	0,1	0,0	37,6
Luxembourg	28,7	-2,1	-0,6	1,1	0,1	44,4
Hongrie	71,7	-4,3	1,0	-0,2	0,3	41,6
Malte	55,8	-4,6	-2,7	0,5	0,4	37,0
Pays-Bas	46,6	-1,8	-0,5	-0,2	0,1	42,9
Autriche	75,6	-2,4	-0,7	0,0	0,3	49,7
Pologne	54,4	-4,6	-1,8	0,5	0,4	44,9
Portugal	100,3	0,1	2,1	-0,1	0,0	42,6
Roumanie	48,9	-5,3	-3,0	0,1	0,7	36,8
Slovénie	68,4	-3,3	-1,1	-0,7	0,4	46,6
Slovaquie	59,9	-6,5	-5,1	-0,2	1,0	44,0
Finlande	76,9	-3,2	-1,0	-0,2	0,2	52,5
Suède	30,1	-0,7	1,5	0,2	-0,5	46,5

Surlignage jaune: Pays avec une amélioration du solde budgétaire primaire prévue entre 2024 et 2025 inférieure à l'exigence sous les nouvelles règles.



GREENTERVENTION

Tableau B		Dépenses publiques structurelles primaires (=nettes d'intérêt) réelles (à prix constants)				Projection de croissance du PIB à long terme
	Variation annuelle maximale moyenne requise en % p.a.	Variation prévue en 2025 (% p.a.) (prévision Commission automne 2023)	Economies (+) requises par rapport à prévision Commission automne 2023 (en million euros 2024)	p.m. Variation annuelle moyenne en %		
	2024-2031	2024-2025	2025	Période: 2010-2019		Période: 2022-2040
Belgique	0,2	0,2	144	1,4		1,3
Bulgarie	1,1	5,5	1.016	2,2		1,7
Tchéquie	1,1	1,0	-110	1,9		1,4
Danemark	2,6	2,0	-884	0,5		1,3
Allemagne	0,8	0,5	-4.298	1,3		1,0
Estonie	2,3	3,8	165	3,4		1,7
Irlande	4,1	0,3	-3.777	-4,6		3,5
Grèce	0,7	1,0	271	-2,2		0,8
Espagne	0,0	1,4	7.560	0,0		1,1
France	-0,2	0,7	11.546	1,3		0,9
Croatie	1,6	2,5	261	1,0		1,9
Italie	-0,5	0,5	8.627	0,0		0,8
Chypre	3,2	1,2	-195	0,6		2,0
Lettonie	0,9	3,3	288	1,3		1,5
Lituanie	1,8	1,5	-45	1,8		1,8
Luxembourg	1,9	-0,4	-675	2,7		2,0
Hongrie	1,4	1,1	-155	2,8		2,1
Malte	2,6	1,8	-46	5,3		3,6
Pays-Bas	1,0	2,3	4.835	0,2		1,2
Autriche	0,8	0,5	-591	0,9		1,4
Pologne	1,4	1,3	-139	2,9		2,3
Portugal	1,0	1,3	333	-1,6		1,0
Roumanie	0,3	2,8	1.830	3,1		2,2
Slovénie	1,3	-0,3	-370	0,3		2,2
Slovaquie	-0,6	1,1	765	2,2		1,6
Finlande	0,9	1,4	707	0,9		1,2
Suède	2,7	0,6	-4.372	2,0		1,7

Chiffres en rouge: Réduction (+) requise de dépenses publiques aux prix de 2024 comparées à la prévision d'automne 2023.

Surlignage jaune: Pays avec une limite à la croissance des dépenses réelles inférieure ou égale à la réalisation 2010-19.

